

Non Monsieur le Premier ministre, on n'investit pas dans l'avenir en supprimant des postes ! : Fédération Syndicale Unitaire

La FSU n'acceptera pas la suppression de 2 600 postes dans le second degré et de 400 dans les services administratifs. La « priorité au primaire » ne peut pas se faire par un redéploiement de moyens.

Le second degré, de même que les services administratifs, verront leurs moyens amputés, alors que 26 000 élèves supplémentaires arrivent au collège à cette rentrée, que 59% des classes de lycée ont plus de 30 élèves et que des fusions d'académie sont déjà engagées. Dans le primaire, il faudrait 4 000 postes pour terminer le dédoublement des classes en CP et CE1. Contrairement aux annonces il n'y aura pas de baisse des effectifs dans toutes les classes ? Et aucune garantie n'est apporté au primaire quant aux réelles améliorations prévues. Et quid de l'Éducation prioritaire ? De la formation ?

C'est une nouvelle dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des agent-es que le Ministre programme.

C'est à l'opposé des mesures à prendre pour permettre la réussite de tous. Le rôle et les missions de chacun des personnels, enseignant-es comme non enseignant-es, doivent être mieux pris en compte.

La FSU engagée dans un plan d'action où prend place d'ores et déjà l'action du 27 septembre pour la voie professionnelle, la participation à la journée du 9 octobre, a invité toutes les fédérations de l'Éducation pour décider d'une action unitaire la plus rapide possible.

Il est temps de faire entendre notre voix !